

**Albanie - Relations bilatérales -  
Migrations - Communiqué du  
ministère de l'intérieur**  
(Paris, 15 décembre 2017)

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, s'est rendu les 14 et 15 décembre en République d'Albanie afin de faire un point avec les autorités albanaises sur les actions entreprises conjointement pour lutter contre l'immigration irrégulière albanaise en France. Il était accompagné d'une délégation de députés de circonscriptions concernées par l'immigration albanaise, ainsi que du maire de Metz.

Cette visite fait suite à la présentation place Beauvau, le 20 juillet dernier, d'un plan d'action albanais pour lutter contre les flux migratoires irréguliers.

Le ministre d'État et la délégation d'élus ont été accueillis le 14 décembre pour un dîner officiel présidé par le Premier ministre d'Albanie, M. Edi Rama, et associant plusieurs membres du gouvernement albanais : le ministre des affaires étrangères, M. Ditmir Bushati, le ministre de l'intérieur, M. Fatmir Xhafaj, la ministre de la justice, Mme Etilda Gjona et la ministre de la culture, Mme Mirela Kumbaro.

Le 15 décembre, le ministre d'État a pu, dans le cadre d'un entretien bilatéral avec son homologue albanais, faire un bilan des efforts conjoints entrepris pour lutter contre l'immigration irrégulière albanaise. Les ministres ont pu constater, côté albanais, le renforcement des contrôles des départs, avec une hausse sensible ces quatre derniers mois du nombre de refus de sortie du territoire albanais. Les réadmissions en Albanie de ressortissants albanais faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français ont pour leur part augmenté de 30% en 2017 par rapport à 2016. Une information autour des retours est désormais effectuée en Albanie afin de dissuader les départs.

Côté français, alors que l'Albanie est un pays d'origine sûre, elle est le premier pays de provenance des demandes d'asile en 2017. Pour réduire l'attractivité du recours à la demande d'asile, le ministre d'État a présenté les efforts engagés pour accélérer le traitement des demandes d'asile. L'OFPPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) a doublé le nombre de dossiers traités en 2017 par rapport à 2016. Le projet de loi sur l'asile et l'immigration qui sera présenté début 2018 par le gouvernement permettra d'accélérer et simplifier davantage les procédures, ce qui permettra à la fois de mieux protéger ceux qui en ont besoin, et de réduire les abus et détournements pour effectivement éloigner les personnes qui ne sont pas en besoin de protection.

Les deux ministres ont par ailleurs signé un accord permettant le déploiement d'officiers de liaison albanais dans les services centraux du ministère de l'Intérieur et les préfectures de Metz et Lyon afin de faciliter le démantèlement de réseaux de passeurs ainsi que la lutte contre la criminalité organisée d'origine albanaise. Les deux ministres sont convenus de poursuivre et

amplifier les efforts engagés conjointement.

L'ensemble de ces questions ont pu être évoquées lors d'une conférence de presse conjointe du ministre d'État avec le Premier ministre albanais, M. Edi RAMA. À cette occasion, le ministre d'État a pu rappeler la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux, qui exige préalablement une poursuite des réformes engagées en matière d'État de droit.

Le ministre d'État s'est par ailleurs entretenu avec le président de la République d'Albanie, M. Ilir Mita, ainsi qu'avec le maire de Tirana, M. Erion Veliaj. Il a par ailleurs visité l'entreprise de technologie française IDEMIA-ALEAT, qui fabrique les titres d'identités sécurisés albanais./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)